

cette voie. — C'est là, sans contredit, la meilleure de toutes les politiques.

M. A. De la Valette, bien connu de nos lecteurs par ses nombreux écrits dans la *Revue d'économie rurale*, avait été choisi par la Société d'agriculture de France pour distribuer la grande médaille d'or à M. Petit.

Nous donnons l'extrait suivant du discours de ce grand écrivain et agronome :

..... "Le grand Frédéric disait avec beaucoup de raison : "Je préfère un homme qui fait croître deux épis au lieu d'un à tous les grands politiques de mon royaume." Vérité profonde messieurs, qui devrait être gravée dans le fond de toutes consciences. Les esprits seraient plus calmes : on ne perdrait pas son temps à des discussions oiseuses, inutiles et souvent irritantes ; chacun chercherait alors à mettre en jeu dans les meilleures conditions les forces actives dont est si largement doté notre pays ; ce pays, si beau par son sol et son climat, deviendrait riche et prospère, et le problème de la vie à meilleur marché possible ne tarderait pas à être résolu.

"Messieurs, vous avez mis en pratique ces paroles de Frédéric le Grand avec une habileté qui mérite tous les éloges.

"Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les galeries de votre splendide exposition. Que l'on dise maintenant que l'enseignement agricole n'est pas la base du progrès ! Quelques hommes intelligents, dévoués, à la tête desquels s'est placé résolument votre président, M. le comte de Bouillé, se sont mis courageusement à l'œuvre, et avec votre concours, en rendant l'agriculture grande et prospère, vous rendez en même temps votre pays riche et prospère.

"Votre société d'agriculture, qui compte tant d'hommes distingués auxquels une initiative féconde n'a jamais fait défaut, a contribué pour une large part à vos succès ; elle n'a jamais cessé de vous donner des conseils et de vous encourager. C'est là une noble et belle mission.

"L'association est un puissant levier, aussi faut-il s'étonner que nos sociétés d'agriculture comptent si peu de membres, alors que tous les habitants des campagnes devraient en faire partie. Nos sociétés d'agriculture se composent ensemble tout au plus de cent mille membres, sur une population agricole de plusieurs millions. C'est une faute ; car de l'isolement naît l'impuissance, soyez-en convaincus.

"Voyez ce qui arriverait si les sociétés d'agriculture comptaient des centaines de mille membres et si ces associations formaient une fédération et venaient se grouper autour de la Société des agriculteurs de France, qui serait la tête de cette fédération. Voyez ce qu'il adviendrait si cette grande société était composée de 10, 15, 20, 30,000 membres, à l'instar de celle d'Angleterre ; oh ! la voix de l'agriculture serait écoutée, alors, vous ne seriez pas privés cette année des concours régionaux, qui vous aident et vous encouragent ; on n'aurait pas cherché dans les Chambres à supprimer les allocations destinées aux fermes-écoles, ces écoles de travailleurs ; on n'aurait pas cherché à diminuer de 100 francs le prix des chevaux de la remonte, alors que les éleveurs de ces races de chevaux perdent le plus souvent de l'argent ; et, d'ailleurs, vous savez que les cours des marchandises sont réglés par l'offre et la demande et non par la volonté de qui que ce soit ; le budget de l'agriculture proprement dit atteindrait un chiffre convenable, au lieu d'être restreint à la somme dérisoire de trois millions et demi ! Voilà, Messieurs ce qui se produit lorsque l'on ne sait pas se réunir pour défendre ses droits.

"Groupez-vous donc, cultivateurs, autour de votre société d'agriculture ; groupez-vous autour de la grande Société des agriculteurs de France. Ces deux sociétés portent d'ailleurs le même drapeau, sur lequel est inscrite cette devise : *Autorité, religion, famille, patrie, travail*, d'où dérivent toujours l'indépendance et la vraie liberté.

Des animaux et leur choix.

Voici ce que nous lisons, dans un journal d'agriculture français, au sujet de la production du lait en France :

"La France possède environ dix millions d'animaux appartenant à l'espèce bovine, et l'on estime que dans ce nombre les vaches entrent pour cinq millions cinq cent mille têtes ; mais il est à remarquer que toutes ces vaches ne concourent pas à la production du lait, et que l'on doit en retrancher au moins un quart qui ne peuvent pas être rangées dans la catégorie des laitières. Si les statisticiens agricoles ne sont pas entièrement d'accord sur le produit moyen de nos vaches, il résulte néanmoins de leurs enquêtes et de leurs travaux, qu'on resterait très près de la vérité en fixant leur rendement moyen, en lait, à 2 à 3 pintes par jour, 900 à 1000 pintes par an. Or, on sait que de bonnes vaches laitières, convenablement nourries, donnent facilement 2 à 3000 pintes de lait par an, et que ce rendement est de beaucoup dépassé par certaines races. La simple comparaison du produit de nos vaches prises en bloc et du produit de vaches chez qui l'aptitude lactifère est un peu développée, prouve donc jusqu'à quel point la masse de nos cultivateurs est encore loin de tirer de ses vacheries le parti qu'elle en pourrait, qu'elle devrait tirer. On ne saurait avancer cependant que les fermiers, qui savent du reste que les mauvaises laitières coûtent autant à nourrir que les bonnes, et s'engraissent plus dispendieusement, ne cherchent point à se procurer les secondes ; mais en général ils s'y prennent mal : ils courent les marchés. Or, dans les marchés on ne rencontre communément que des vaches d'un produit médiocre. La raison en est toute simple, ceux qui en possèdent de bonnes les gardent le plus longtemps possible, tandis que les mauvaises dont chacun cherche à s'en débarrasser à toute occasion, y apparaissent constamment et en grande majorité. Maintenant, comment se fait-il qu'il se trouve dans les étables et sur les marchés tant de vaches qui sont plutôt une charge qu'une source de profits pour leurs malheureux propriétaires ? Parce que les cultivateurs, au lieu de faire une étude sérieuse des signes qui indiquent chez les vaches de tout âge, l'aptitude lactifère, au lieu de se guider sur les signes pour conserver ou pour livrer au boucher les jeunes vèles qui naissent chez eux, se décident la plupart du temps au hasard ou par des raisons qui ne devraient avoir aucun poids sur leur détermination. Il en résulte que le nombre des vèles, admirablement conformées pour devenir d'excellentes laitières, que l'on abat tous les ans, est considérable. Il suffit, pour se convaincre des désastreuses conséquences de la négligence et de l'incurie que nous signalons, de visiter les fermes où on élève les veaux, et les abattoirs des villes ; on verra combien il se conserve de vèles qui ne donneront jamais qu'un produit nul ou médiocre, et combien il en tombe prématurément sous le couteau du boucher qui eussent plus tard mérité la place d'honneur dans une vacherie."

Dans l'article qui précède, on blâme à juste titre les propriétaires de bestiaux qui vendent ou conservent leurs bêtes sans avoir si elles possèdent ou non les qualités lactifères, ou reproductives, ou constitutives des bêtes de travail. Ne devrait-on pas prendre des mesures pour empêcher, notamment dans nos villes, l'abattage d'animaux de premier ordre ?

Il semble que, puisqu'on fait tant d'efforts pour améliorer les races, il faudrait veiller à ce que les animaux-types ne soient pas livrés à la consommation avant qu'ils aient accompli la mission qu'une belle constitution leur a impartie. Certainement la petite dépense qu'exigerait ce service serait largement compensée par les résultats qu'on obtiendrait. C'est un devoir, c'est dans l'intérêt de la société, d'obvier au tort que peut lui causer, dans sa fortune générale, l'ignorance de ses membres.

On n'épargne aucuns frais pour avoir de beaux producteurs, on y procède avec toute la réflexion et l'appareil possibles, mais le but qu'on a voulu atteindre est le plus souvent abandonné au hasard : on n'a pris aucun moyen pour assurer la conservation des produits d'élite.

Qu'est-ce qui s'inquiète de cette multitude de jeunes veaux livrés à la boucherie, au printemps, dont la plupart serait le plus bel ornement de nos concours de sociétés d'agriculture ? comment concilier tant d'efforts généreux pour produire, avec tant d'indifférence pour recueillir. Veillons donc à nos races d'animaux ; c'est le bien le plus précieux pour l'avenir de l'agriculture, c'est le meilleur lot de l'héritage que les cultivateurs devront léguer à leurs enfants.